

Enseigner est un métier qui s'apprend !
Nous refusons la réforme actuelle de la formation des enseignants
et exigeons d'autres choix !



Monsieur le Ministre,

Les conditions de formation et les modalités de recrutement des enseignants actuellement imposées engagent l'avenir de notre système éducatif dans un contexte de renouvellement important de la profession.

Cette réforme intéresse la société dans son ensemble : quels sont les besoins de notre système éducatif, quelles sont les conditions d'exercice de métiers essentiels pour l'avenir du pays aujourd'hui trop peu valorisés, quelles sont les besoins des élèves et des jeunes, quelle sera la formation pédagogique de ceux qui auront la responsabilité de former des millions de jeunes demain ? Enseignants, étudiants, parents, élèves : nous sommes tous concernés !

Pourtant, malgré l'importance de ce dossier qui constitue un véritable choix de société, le gouvernement a fait le choix d'une réforme régressive et du passage en force.

Les personnes soussignées dénoncent :

- l'absence de réelle concertation et le mépris du dialogue social dont font preuve les ministres.
- les orientations présentées le 13 novembre dernier qui confirment la mise en place d'une réforme régressive pour la formation des futurs enseignants et bouleverse l'organisation de l'offre de master dans les universités. Ces orientations vont à l'encontre d'une démocratisation de l'accès aux métiers de l'enseignement et s'opposent à l'amélioration de la qualité de la formation.
- la suppression de la formation professionnelle des futurs enseignants, réduite à portion congrue. Des lauréats au concours peuvent se retrouver devant des élèves sans avoir bénéficié de stages ni de formation professionnelle, prenant lieu et place de vacataires de l'EN. Aucun étudiant ne devrait être en responsabilité sans formation professionnelle avérée. La formation continue des titulaires est elle aussi fortement entâchée.
- l'articulation proposée entre concours et masters va non seulement rendre ingérable l'année de master 2 pour les étudiants, mais elle s'oppose également à l'élévation du niveau de qualification en rendant impossible toute formation professionnelle et disciplinaire pendant l'année de M2
- le cantonnement des IUFM à l'éventuel encadrement des stages alors qu'ils constituent une composante essentielle de l'université au rôle, à l'expertise et aux compétences avérées, sur la formation initiale et continue des enseignants; le manque de référence aux maîtres-formateurs et tuteurs.
- le manque de dispositif ambitieux d'accompagnement financier des étudiants pour compenser l'allongement de la durée des études et le décalage du concours.

Les personnes soussignées exigent la remise à plat de la réforme impliquant le retrait des décrets concernant la formation des enseignants et des textes d'application déjà publiés et réclament l'ouverture indispensable de réelles négociations portant sur une vraie formation professionnelle garantissant une réelle élévation de la formation des futurs enseignants conforme aux attentes de la société.

NOM

Prénom

Qualité

Commune



15 décembre

**Journée d'action nationale à l'appel des organisations SE UNSA, sgen CFDT,
CGT éduc'action, FSU, FCPE**

Enseigner est un métier qui s'apprend !

**Nous refusons la réforme actuelle de la formation des enseignants et
exigeons d'autres choix !**

**Matin: conférence de presse devant le rectorat et audience chez le
recteur**

13h: tractage à l'Iufm.

TOUTES ET TOUS CONCERNE(E)S !

17h30: rassemblement à l'IUFM Stéphen Liégeard

Apportez bougies, lampions, lampes de poche...